



Feuille de route du génocide

Le dernier rapport de l'ONU fait état des progressions d'Israël dans son génocide à Gaza. Israël a l'intention d'expulser les Palestiniens, de recoloniser Gaza, puis de s'en prendre à la Cisjordanie.

Par [Chris Hedges](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2024

[The Chris Hedges Report](#) 30 octobre 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Un rapport des Nations unies, [publié](#) lundi, fait état de détails effrayants sur les avancées d'Israël à Gaza, qui cherche à éradiquer *“l'existence même du peuple palestinien en Palestine”*. Ce projet génocidaire, prévient le rapport, *“se métastase maintenant en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est”*.

La Nakba, ou *“catastrophe”*, qui a vu en 1948 les milices sionistes [chasser 75 000](#) Palestiniens de leurs maisons, perpétrer plus de 70 massacres et s'emparer de 78 % de la Palestine historique, est de retour sous stéroïdes. C'est le prochain et, peut-être, le dernier chapitre d'un *“déplacement forcé et d'un remplacement à long terme, délibéré, systématique des Palestiniens organisé par l'État d'Israël”*.

Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, qui a publié le rapport intitulé *“Le génocide en tant qu'effacement colonial”*, lance un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle impose un embargo total sur les armes et des sanctions à Israël jusqu'à ce qu'il mette un terme au génocide des Palestiniens. Elle appelle Israël à adopter un cessez-le-feu permanent. Elle somme Israël, comme l'exigent le droit international et les résolutions de l'ONU, de procéder au retrait de ses militaires et de ses colons de Gaza et de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est.

Au minimum, Israël devrait être formellement reconnu comme un État d'apartheid en violation systématique du droit international, affirme Mme Albanese. L'ONU se doit de réactiver le Comité spécial contre l'apartheid pour régler la situation en Palestine, et l'adhésion d'Israël à l'ONU doit être suspendue. Sans ces interventions, l'objectif d'Israël, prévient M. Albanese, sera probablement atteint.

Vous pouvez consulter mon entretien avec M. Albanese [ici](#).

“Ce génocide en cours est sans aucun doute la conséquence du statut privilégié et de l'impunité persistante dont bénéficie Israël”, écrit-elle. “Israël a violé de manière systématique et flagrante le droit international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité et les [décisions de](#) la Cour pénale internationale (CPI). L'orgueil démesuré d'Israël et son mépris du droit international s'en sont trouvés exacerbés. Comme l'a averti le procureur de la CPI, ‘si nous ne montrons pas notre volonté d'appliquer le droit de manière

équitable, s'il est perçu comme étant appliqué de manière sélective, nous créons les conditions de son effondrement définitif. C'est le véritable risque auquel nous sommes confrontés en ces temps troublés”.

Le rapport de l'ONU intervient dans un contexte de blocus israélien du nord de la bande de Gaza, où [plus de](#) 400 000 Palestiniens subissent un blocus de [la famine](#) et de [frappes aériennes](#) incessantes dans le but de dépeupler le nord. Les forces israéliennes ont tué 1 250 Palestiniens lors de l'assaut lancé le 5 octobre, a déclaré une source médicale à *Al Jazeera*. Il est difficile d'obtenir des informations sur le nord de la bande de Gaza, car les services internet et de téléphonie ont été interrompus, et les quelques journalistes présents sur le terrain [continuent d'être tués](#). Les agressions terrestres et aériennes d'Israël se concentrent sur Jabaliya, Beit Lahiya et Beit Hanoun. Les unités de défense civile déclarent que les forces israéliennes leur ont [interdit](#) d'approcher les sites des récentes frappes, et que leurs équipes ont été [attaquées](#).

Israël a ordonné aux Palestiniens de fuir vers des “zones de sécurité” désignées, mais une fois dans ces “zones de sécurité”, ils ont été [attaqués](#) et ont reçu l'ordre de se déplacer vers de nouvelles “zones de sécurité”.

“Les personnes déplacées ont été systématiquement pourchassées et prises pour cible dans les abris, y compris dans les écoles de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dont 70 % ont été attaquées à plusieurs reprises par Israël”.

En mai, l'[invasion](#) israélienne [de](#) Rafah a provoqué le déplacement de près d'un million de Palestiniens, refoulés vers le sud de la bande de Gaza en raison des ordres d'évacuation israéliens, dans des “terrains vagues inhabitables, jonchés de décombres, d'eaux usées et de corps en décomposition”, note M. Albanese.

En août, 90 % des 2,3 millions de Palestiniens de Gaza étaient déplacés “dans des conditions désastreuses”, [selon](#) l'ONU.

Les mois de “déplacements incessants d'êtres humains affaiblis d'une zone dangereuse à une autre – fuyant les bombes et les balles, avec des chances minimales d'en réchapper, en proie au deuil, à la peur et à la souffrance, et avec peu d'accès aux abris, à l'eau potable, à la nourriture et aux soins de santé – ont infligé des traumatismes incalculables, en particulier aux enfants”, peut-on lire dans le rapport. “Le parcours des Palestiniens déplacés ressemble aux marches de la mort des génocides passés, et à la Nakba. Le déplacement forcé rompt le lien avec la terre, sapant la souveraineté nourricière et l'appartenance culturelle, et entraînant d'autres déplacements. Les liens communautaires sont rompus, le tissu social déchiqueté et les capacités de résilience affaiblies. Les déplacements forcés systématiques contribuent à ‘la désagrégation de l'esprit, de la volonté de vivre et de la vie elle-même’”.

Les déplacements incessants – de nombreux Palestiniens ont été [déplacés](#) neuf ou dix fois – d'une zone à l'autre de la bande de Gaza s'accompagnent d'[appels de](#) responsables israéliens à “réimplanter les colonies à Gaza” et à encourager le “transfert spontané de tous les citoyens de la bande de Gaza » vers des pays tiers”.

[Depuis le 7 octobre 2023](#), Israël a tué au moins 43 163 personnes à Gaza et en a blessé 101

510 lors d'[attaques israéliennes](#). On estime que 1 139 Israéliens ont été tués – [certains](#) par les forces israéliennes – en Israël lors de l'incursion de combattants palestiniens armés en Israël, et que plus de 200 ont été faits prisonniers. Au [Liban](#), au moins 2 787 personnes ont été tuées et 12 772 blessées depuis le début de l'assaut israélien contre Gaza, 77 personnes ayant été tuées lors de frappes menées dans tout le pays au cours de la seule journée de mardi.

Le rapport a établi qu'Israël a perpétré *“plus de 93 massacres”*.

Les enquêteurs de l'ONU reconnaissent que le nombre de morts à Gaza est probablement largement sous-estimé, puisque au moins 10 000 personnes, dont 4 000 enfants, sont portées disparues, probablement ensevelies sous les décombres, où *“les voix de ceux pris au piège et de ceux qui agonisent sont souvent audibles”*. D'autres Palestiniens, dont le nombre est incertain, ont été [enlevés par](#) les forces israéliennes et ont disparu.

Israël a attaqué à plusieurs reprises les [sites de distribution de l'aide humanitaire, les campements de tentes, les hôpitaux, les écoles](#) et les [marchés](#) *“par le recours aveugle aux bombardements aériens et aux tirs de snipers”*. Le rapport note qu'*“au moins 13 000 enfants, dont plus de 700 bébés, ont été tués, souvent d'une balle dans la tête ou la poitrine”*, tandis qu'environ *“22 500 Palestiniens ont subi des blessures qui ont bouleversé leur vie à jamais”*.

La fréquence alarmante et le mépris avec lequel sont tués des innocents connus pour être des civils sont *“emblématiques de la nature systématique d'une intention destructrice”*, peut-on lire dans le rapport.

“Hind Rajab, six ans, tuée de 355 balles après avoir appelé à l'aide pendant des heures. Les mutilations mortelles par des chiens sur Muhammed Bhar, atteint du syndrome de Down. L'exécution d'Atta Ibrahim Al-Muqaid, un homme sourd âgé, à son domicile, dont le tueur et d'autres soldats se sont ensuite vantés sur les réseaux sociaux. Les bébés prématurés délibérément livrés à une mort lente et à la décomposition dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Al-Nasr. L'homme âgé, Bashir Hajji, tué en route vers le sud de Gaza après être apparu sur une photo de propagande montrant un “couloir de sécurité”. Abu al-Ola, l'otage menotté abattu par un sniper après avoir été envoyé à l'hôpital Nasser avec un ordre d'évacuation. Lorsque la poussière retombera sur Gaza, on connaîtra la véritable ampleur de l'horreur vécue par les Palestiniens”.

Le génocide a transformé le paysage en un désert toxique.

“Près de 40 millions de tonnes de débris, dont des munitions non explosées et des dépouilles humaines, contaminent l'écosystème”, poursuit le rapport. “Plus de 140 sites de déchets temporaires et 340 000 tonnes de détritrus, d'eaux usées non traitées et de débordements d'égouts contribuent à la propagation de maladies telles que l'hépatite A, les infections respiratoires, la diarrhée et les maladies de peau ». Comme l'ont promis les dirigeants israéliens, Gaza a été rendue impropre à la vie humaine”.

Autre coup dur, le Parlement israélien a approuvé lundi un projet de loi visant à [interdire à l'UNRWA](#), qui constitue une bouée de sauvetage pour les Palestiniens de Gaza, d'opérer sur le territoire israélien et dans les zones contrôlées par Israël. Cette interdiction garantit à

coup sûr la disparition de la distribution de l'aide humanitaire, déjà paralysée, dans la bande de Gaza.

Au 20 octobre, 233 employés de l'UNRWA ont été [tués](#) à Gaza depuis le 7 octobre 2023, soit le conflit le plus meurtrier pour les employés de l'ONU.

Israël a étendu sa "zone tampon" le long du périmètre de Gaza sur 16 % du territoire, rasant au passage maisons, immeubles d'habitation et exploitations agricoles. Il a poussé plus de 84 % des 2,3 millions d'habitants de Gaza dans une "zone humanitaire" réduite et dangereuse couvrant 12,6 % d'un territoire désormais reconfiguré en vue de son annexion. L'imagerie satellite indique que l'armée israélienne a construit des routes et des bases militaires dans plus de 26 % du territoire de Gaza, "suggérant l'objectif d'une occupation permanente".

Le blocus alimentaire s'accompagne de la destruction des [stations d'épuration](#), des [réseaux d'égouts](#), des [réservoirs](#), des [convois d'aide](#), des [établissements de santé](#) et des [points de distribution de nourriture](#) – des foules de personnes désespérées attendant de quoi manger "ont été massacrées" par les soldats israéliens.

Israël a pratiquement [anéanti les](#) structures et les services médicaux à Gaza. Il a endommagé 32 des 36 hôpitaux, et 20 hôpitaux ainsi que 70 des 119 centres de soins de santé de base sont hors d'état de fonctionner. En août dernier, Israël a déjà attaqué 492 fois les infrastructures médicales. Israël a assiégé l'hôpital Al-Shifa pour la deuxième fois en mars et avril, tuant plus de 400 personnes et en emprisonnant 300, dont des médecins, des malades, des personnes déplacées et des fonctionnaires. Il a procédé à l'évacuation forcée des 650 patients de l'hôpital Al-Aqsa, à l'exception de 100 d'entre eux.

"En août, les autorisations de passage pour les organisations humanitaires ont été réduites de près de moitié", note le rapport. "L'accès à l'eau a été limité à un quart du niveau d'avant le 7 octobre. Environ 93 % des économies agricoles, forestières et halieutiques ont été détruites. 95 % des Palestiniens sont confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et à des privations pour les décennies à venir".

"Au cours des derniers mois, 83 % de l'aide alimentaire n'a pas pu entrer à Gaza et la police locale de Rafah a été prise pour cible à plusieurs reprises, compromettant ainsi la distribution de l'aide", note le rapport. "Au moins 34 décès dus à la malnutrition ont été enregistrés au 14 septembre 2024".

Ces mesures "indiquent une intention délibérée d'anéantir la population par la famine".

Les Palestiniens [détenus](#) par les forces israéliennes "ont été systématiquement violentés dans un réseau de camps de torture israéliens. Des milliers ont disparu, beaucoup après avoir été détenus dans des conditions effroyables, souvent ligotés à leurs lits, les yeux bandés et en couches, privés de traitement médical, soumis à des conditions insalubres, à la famine, à des entraves supplicantes, à des tabassages sévères, à des électrocutions et au recours aux agressions sexuelles commises par des hommes et des animaux. Au moins 48 détenus sont morts en détention".

Le rapport cite le rôle des médias israéliens dans "l'incitation" au génocide "en aidant à favoriser un climat génocidaire débridé".

Le rapport reproche aux médias israéliens de servir de tribune aux *“partisans du génocide”* et de dissimuler *“les faits au public israélien”*. Dans le même temps, l’armée israélienne a [tué](#) plus de 130 journalistes palestiniens.

Les Palestiniens sont [assimilés à](#) Amalek, l’ennemi biblique des Israélites, ainsi qu’[aux](#) nazis, pour justifier leur extermination.

Le rapport d’Albanese, dans un chapitre intitulé *“Risque de génocide en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est”*, note qu’Israël a accéléré ses [attaques meurtrières](#) avec [détentions](#) et [confiscations de terres](#) en Cisjordanie.

“Les agissements génocidaires à Gaza ont créé un précédent inquiétant pour la Cisjordanie”, note le rapport.

En mai 2024, la gouvernance de la Cisjordanie a été

“officiellement transmise des autorités militaires aux autorités civiles – autrement dit un transfert de jure– et placée sous la responsabilité de [Bezalet] Smotrich, un politicien engagé d’[Eretz Yisrael](#)”, peut-on lire dans le rapport. “La plus grande expropriation de terres en 30 ans a alors été validée”.

Smotrich, le ministre des finances, [affirme qu’](#) il y a *“deux millions de nazis”* en Cisjordanie. Il a [menacé de](#) transformer certaines parties de la Cisjordanie en *“ruines comme dans la bande de Gaza”* et [a déclaré](#) qu’il était *“justifié et moral”* d’affamer toute la population de Gaza, même si deux millions de personnes en meurent. Le ministre des Affaires étrangères Israël Katz a également plaidé pour que la Cisjordanie subisse le même sort que la bande de Gaza.

Des milliers de Palestiniens des villes de Jénine, Naplouse, Qalqilya, Tubas et Tulkarem, en Cisjordanie, vivent sous couvre-feu depuis des jours, compliquant ainsi l’accès à la nourriture et à l’eau. Comme à Gaza, l’armée israélienne, au cours de son [Operation Summer Camps](#), a

“ciblé les ambulances, bloqué les entrées des hôpitaux et assiégé l’hôpital de Jénine. Les bulldozers ont détruit les rues et les infrastructures électriques et de santé publique”.

Des drones et des avions de combat ont mené des frappes aériennes. Les barrages routiers, les checkpoints et le blocus israéliens rendent les déplacements difficiles, voire impossibles. Israël a gelé les transferts financiers à l’Autorité palestinienne, qui gouverne nominalement la Cisjordanie en collaboration avec Israël. Il a révoqué 148 000 permis de travail à ceux qui travaillaient en Israël.

“Le produit intérieur brut (PIB) de la Cisjordanie s’est contracté de 22,7 %, . Près de 30 % des entreprises ont fermé et 292 000 emplois ont été supprimés”, poursuit le rapport. Plus de 692 Palestiniens – “dix fois plus que la moyenne annuelle de 69 morts des 14 années précédentes” – ont été assassinés et plus de 5 000 blessés. Sur les 169 enfants palestiniens tués, “près de 80 % ont reçu une balle dans la tête ou dans le torse”.

Depuis le mois d'août, dans le camp de réfugiés de Jénine,

“environ 180 maisons ont été rasées et 3 800 structures endommagées, détruisant ou affectant l'approvisionnement en électricité, les services publics et les équipements, déplaçant des milliers de familles et provoquant des perturbations généralisées. Plus de 181 000 Palestiniens ont été affectés, souvent à plusieurs reprises”.

Le rapport rejette l'affirmation selon laquelle Israël mène l'assaut à Gaza et en Cisjordanie pour “se défendre”, “éradiquer le Hamas” ou “ramener les otages à la maison”, accusant ces allégations de “camouflage”, une façon de “rendre le crime invisible.” L'intention génocidaire, comme le souligne le [juge Dalveer Bhandari](#) de la CIJ, “peut être associée à d'autres motivations”.

En réalité, l'incursion en Israël du Hamas et d'autres combattants de la résistance le 7 octobre “a servi d'impulsion pour faire avancer l'objectif d'un 'Grand Israël’”.

“Alors qu'Israël se moque de la directive de la CIJ exigeant de mettre fin à l'occupation illégale, la volonté d'éradiquer la Résistance contrevient au droit à l'autodétermination et au droit de résister à un régime oppressif, protégés par le Droit international coutumier”, peut-on lire dans le rapport. “Il dépeint également l'ensemble de la population comme étant impliquée dans la résistance et donc à éliminer. En continuant à réprimer le droit à l'autodétermination, Israël reproduit des épisodes historiques où la légitime défense, la contre-insurrection ou le contre-terrorisme ont été utilisés pour justifier la destruction du groupe, menant au génocide”

Le rapport souligne qu'Israël, plutôt que de respecter les accords d'Oslo de 1993, censés permettre une solution à deux États, a multiplié ses colonies en Cisjordanie, qui sont passées de 128 à 358, et que le nombre de colons juifs “est passé de 256 400 à 714 600.” Israël [a adopté en](#) 2018 la loi sur l'État-nation qui affirme la souveraineté juive exclusive sur

“Eretz Yisrael” et désigne la “colonie juive” sur les terres palestiniennes occupées comme une “priorité nationale”. Il cultive “une doctrine politique qualifiant les affirmations palestiniennes d'autodétermination de menace pour la sécurité d'Israël” et l'utilise “pour légitimer l'occupation permanente”.

“Les intentions actuelles de détruire le peuple en tant que tel ne sauraient être plus évidentes dans les agissements d'Israël considérés dans leur globalité”, indique le rapport.

Un “document conceptuel” du ministère israélien du renseignement ayant fait l'objet d'une fuite et datant d'octobre 2023 [décrit le plan](#) visant à expulser l'ensemble de la population de Gaza vers l'Égypte et à recoloniser Gaza. C'est le plan qu'Israël semble être en train de concrétiser.

Mme Albanese écrit qu'Israël reproduit les schémas des génocides passés. Il crée, par sa rhétorique, un “climat de vengeance” qui conditionne les soldats à être des “bourreaux volontaires”. Il prétend agir en état de légitime défense alors qu'il attaque une population civile. Il anéantit les infrastructures indispensables à la vie, un processus de “génocide par attrition”. Il utilise la famine comme une arme. Israël tente de dissimuler ses crimes en

[assassinant des journalistes palestiniens](#) et des membres des Nations unies, et en interdisant l'accès de Gaza aux agences internationales et aux médias internationaux.

Nous avons déjà été témoins de génocides. Nous avons aussi constaté la complicité ou le silence des nations en mesure d'intervenir. L'histoire ne se répète pas, mais elle fait trop souvent écho aux mêmes histoires.

Chris Hedges

Article original en anglais : [Genocidal Scorecard](#), The Chris Hedges Report, le 30 octobre 2024.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

Image en vedette : Bibi à bord par Mr. Fish

La source originale de cet article est [The Chris Hedges Report](#)
Copyright © [Chris Hedges](#), [The Chris Hedges Report](#), 2024

Articles Par : **[Chris Hedges](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca